

LEUR NOMBRE PASSERA DE 2 000 À 4 000**Universités cherchent chercheurs**

Les deux mille chercheurs permanents déjà en poste seront bientôt rejoints par 2 000 autres. Le ministère de l'Enseignement supérieur ouvre également 2 000 postes au profit du personnel de soutien à la recherche. Objectif : pallier le manque existant.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le ministère de l'Enseignement supérieur affiche ses ambitions : il compte tripler le nombre des chercheurs d'ici 2014. A cette échéance, ils devraient être quelque 6 000 chercheurs permanents à travailler sur des projets innovants.

L'affirmation est du directeur général de la recherche scientifique qui assistait hier à la conférence nationale des établissements de recherche. Hafid Aourag expliquait que d'ici 2014, au moins 100 centres de recherche seront opérationnels. Il reconnaît

que le nombre actuel des chercheurs est insuffisant pour répondre aux besoins du monde économique.

Le défi, reconnaît-il, est de mettre au diapason la recherche et les besoins réels de la société. Pour y arriver, un cadre législatif est mis en place.

Un décret a été signé pour accompagner les chercheurs jusqu'à la création de leur start-up alors qu'une nouvelle filière vient de voir le jour. Il s'agit des ingénieurs de développement technologique qui auront pour mission principale d'être le maillon entre

l'université et le monde économique. C'était, reconnaît Hafid Aourag, le chaînon manquant dans le processus de recherche.

Une recherche qui, dit-il, n'a rien à envier à ce qui se fait sous d'autres cieux.

Il en veut pour preuve l'enregistrement de pas moins de 100 brevets d'invention portant d'importantes solutions notamment dans la transformation des polymères sans compter la distinction de chercheurs algériens au plan mondial, comme cela a été le cas récemment avec un chercheur de l'université de Annaba à qui les honneurs seront rendus à l'occasion de la visite à Alger du président de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

N. I.



Photo : DR.

Le nombre actuel des chercheurs est insuffisant.

MODIFICATION DU DÉCRET DU 14 MARS 2012**Le syndicat des auto-écoles reçoit des garanties**

Les représentants du Syndicat national des auto-écoles, affilié à l'UGTA, ont déclaré avoir reçu des garanties de la part des responsables du ministère des Transports concernant la modification des articles du décret du 14 mars 2012.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le Syndicat des auto-écoles s'est réuni, hier, avec les responsables du ministère des Transports en vue de débattre de la question du décret contesté par les professionnels.

Ces derniers ont rejeté les articles de ce texte de loi arguant qu'ils totalisaient assez d'années d'expérience pour pouvoir se passer de l'intervention d'un gestionnaire.

Le décret exige en effet que les propriétaires d'auto-écoles doivent avoir recours au recrutement d'un gestionnaire titulaire d'une licence. «Nous totalisons pour la plupart des dizaines d'an-

nées d'expérience et nous pouvons très bien gérer nos écoles de conduite sans l'intervention d'un tiers même si ce dernier est en possession d'un diplôme. Nous refusons donc ce décret qui doit être revu.

C'est une atteinte à notre profession», a déclaré M. Hadj Driss, secrétaire général du syndicat.

Pour sa part, M. Attou, membre du bureau national du syndicat, les responsables du ministère des Transports, rencontrés hier, ont assuré aux représentants des auto-écoles que tous les articles contestés seront revus. «Ils nous ont pro-



Photo : DR.

Les propriétaires d'autos-écoles évoquent le problème de la formation et du manque de circuits.

mis que l'article 50 sera réétudié et cela apportera un plus à la pro-

fession, s'il est réellement modifié. Le décret doit être revu dans

sa globalité», a expliqué le secrétaire général du syndicat. Les syndicalistes annonceront aussi qu'ils prévoient de se réunir de nouveau avec les responsables du ministère des Transports en vue de débattre des difficultés vécues au quotidien par la profession.

Ils ont encore, hier, présenté une plate-forme de revendications à la tutelle.

Ils ont notamment évoqué le problème de la formation et de la disponibilité des circuits en nombre suffisant.

Ils annonceront de ce fait qu'un budget a été dégagé en vue de la réalisation d'une cinquantaine de circuits répondant aux normes.

F.-Z. B.

RÉFORME DU SERVICE CIVIL POUR LES MÉDECINS RÉSIDENTS**Une commission de travail installée**

Une réunion de prise de contact a eu lieu, jeudi, entre Ziari, ministre de la Santé et le Collectif autonome des médecins résidents algériens (CAMRA). Résultat : une commission de travail devant faire des propositions pour le réaménagement et la réforme du service civil a été mise en place.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Pas d'abrogation du service civil pour les médecins résidents. Ces derniers doivent désormais se contenter de la réforme de ce système pour lequel ils se sont mobilisés l'année dernière pour démontrer ses failles. Le nouveau ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière qui continue de recevoir les représentants des différents corps du personnel médical, a donné le ton lors de sa rencontre avec le Collectif autonome des médecins résidents algériens (CAMRA) et les directeurs centraux des hôpitaux. Le premier responsable du département de la Santé a clairement

signifié à ses invités qu'il n'y aura pas de remise en cause du service civil. Toutefois, Ziari, qui a visiblement affiché sa volonté à «œuvrer pour améliorer les conditions de travail des médecins et à tout mettre en œuvre afin que les malades bénéficient des meilleurs soins et que les médecins spécialistes affectés dans les régions enclavées bénéficient de toutes les conditions matérielles, humaines et financières», n'a pas l'attention de laisser ce système tel quel. Ziari prend les choses en main en installant un groupe de travail composé exclusivement de professeurs en médecine devant sortir avec des propositions ayant pour objectif la réforme du systè-

me du service civil. «Un bon début sans pour autant être une grande avancée», jugent les médecins résidents. Suite au débrayage de l'année dernière, les médecins résidents, qui ont bloqué les structures hospitalières et les cours pendant plus de trois mois pour demander un statut particulier, l'abrogation du service civil et la refonte du système de santé, Ould Abbas, ministre de la Santé à l'époque, a installé une commission des sages en vue de trouver une alternative au système de service civil. Les résidents avaient quitté la table des négociations avec ladite commission qui, arguaient-ils, ne présageait aucune solution. Au final, le CAMRA, qui a mis fin à son mouvement de protestation n'a concrétisé de sa plate-forme de revendications que les augmentations salariales. **S. A.**

BLIDA : ILS ONT ÉTÉ EXCLUS DE LA LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE LOGEMENTS**Des dizaines d'habitants de Meftah assiègent la Wilaya**

Plusieurs dizaines d'habitants de Meftah, commune située à 35 kilomètres à l'est de Blida, ont assiégé, hier, le siège de la Wilaya pour dénoncer leur exclusion de la liste des bénéficiaires de logements sociaux-locatifs qui ont été distribués la semaine dernière.

Ils demandent l'annulation pure et simple de cette liste et l'ouverture d'une enquête pour faire la lumière sur cette distribution dont ils disent qu'elle est entachée d'irrégularités.

Pour eux, les bénéficiaires de ces logements sont loin de les mériter. Et c'est pour cette raison qu'ils ont demandé une entrevue avec le wali de Blida pour lui faire état de leurs préoccupations, d'autant, soutiennent-ils, que la liste en question des 260 logements comporte des noms de célibataires et d'étrangers à la commune de Meftah.

«Nous exigeons la dissolution de la commission des logements et son audition par les enquêteurs», affirment les protestataires.

Forts d'une pétition de plus de 600 signataires dénonçant cette commission et évoquant le cas de citoyens qui ont déposé leur demande de logement depuis plus de 30 ans et qui sont toujours en attente d'en bénéficier, les protestataires menacent de monter au créneau si cette liste n'est pas annulée.

M. B.